

LA LIGUE ITEKA ET KING UMURUNDI FREEDOM LANCENT UNE CAMPAGNE CONTRE LES DIVISIONS POLITICO-ETHNIQUES ET LES MALVERSATIONS ÉCONOMIQUES « TURWANYE AMACAKUBIRI N'UBUSUMA »

Pour préserver la cohésion sociale, restaurer la confiance publique et prévenir les conflits.

BRUXELLES-PARIS, OCTOBRE 2026. Les divisions politico-ethniques et les malversations économiques constituent deux menaces majeures pour la cohésion sociale, la gouvernance et la paix au Burundi. Face aux risques d'aggravation des tensions politiques, sécuritaires et socio-économiques, la Ligue burundaise des droits de l'homme ITEKA et King Umurundi Freedom lancent une campagne de sensibilisation contre divisions politico-ethniques et les malversations économiques « **Turwanye Amacakubiri n'Ubusuma** », à l'issue d'une semaine de concertations internationales menées du 5 au 9 octobre 2026 dans le cadre du programme **UMUSEKE**.

A BRUXELLES, les deux organisations ont rencontré des représentants de la Commission européenne surtout le Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) et International Partnerships (INTPA), du Services Publics Fédéraux Affaires étrangères Belge (SPF) et de plusieurs organisations internationales, dont EURAC, PAX Christi International, Justice et Paix, 11.11.11, RCN Justice & Démocratie et Avocats Sans Frontières (ASF).

A PARIS, elles ont échangé avec des représentants de l'Agence Française de Développement (AFD), de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE). Elles ont également rencontré le président de la Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH), en marge des rencontres bruxelloises.

Ces échanges ont permis de soulever huit préoccupations majeures concernant l'avenir du Burundi et la stabilité de la Région des Grands Lacs :

01. Une crise politique persistante depuis 2015.

Les deux organisations estiment que les causes profondes de la crise politique déclenchée en 2015 restent insuffisamment résolues entraînant des tensions, des départs en exil et une détérioration de la confiance entre les acteurs politiques. Les organisations s'inquiètent également des arrangements conclus avec certains pays d'accueil et susceptibles de favoriser le retour forcé de réfugiés burundais. Elles plaident pour que toute démarche de retour respecte le caractère volontaire, la dignité et la sécurité des personnes concernées. A leurs yeux, une sortie durable de crise passe par un dialogue inclusif associant les responsables de l'opposition, les organisations de la société civile, les médias en exil et les autres acteurs concernés.

02. Les élections contestées de 2025 et le rétrécissement de l'espace politique.

Qualifiant les élections de 2025 de truquées, elles dénoncent la réduction de l'espace accordé à l'opposition, notamment au parti politique " Congrès national pour la liberté" (CNL), aile associée à Agathon Rwasa. Pour la Ligue Iteka et King Umurundi Freedom, la compétition politique ne saurait se limiter à l'organisation périodique d'élections. Elle suppose également des garanties d'expression, d'association, de participation et de pluralisme.

03. Les enjeux sécuritaires dans l'est de la RDC.

Les discussions ont porté sur l'implication alléguée des forces de sécurité burundaises dans la crise congolaise, ainsi que sur la présence des FDLR au Burundi et sur les lignes de front dans l'est de la République démocratique du Congo. Les dynamiques militaires, les mouvements de groupes armés et les tensions entre États peuvent accentuer les risques d'escalade et aggraver les conséquences humanitaires pour les populations civiles. La Ligue Iteka et King Umurundi Freedom soulignent ainsi l'importance de privilégier les mécanismes de dialogue régional, la transparence sur les engagements sécuritaires et le respect du droit international, afin d'éviter que les tensions existantes ne débouchent sur une confrontation plus large.

04. Les tensions entre le Rwanda et le Burundi.

Les deux organisations mettent en garde contre les risques d'une détérioration des relations bilatérales qui ferait peser sur la coopération régionale et les efforts de stabilisation. Selon celles-ci, la préservation de la paix exige de maintenir ouverts les canaux diplomatiques, de privilégier les mécanismes de concertation et d'éviter les décisions susceptibles d'alimenter la méfiance entre les populations et les autorités des deux pays.

05. Les détournements de fonds publics et les pénuries.

Les deux organisations dénoncent les malversations et une situation socio-économique marquée par des pénuries récurrentes de médicaments, d'engrais, d'eau, d'électricité et de carburant. Ces difficultés affectent les ménages, fragilisent les activités économiques et compliquent le fonctionnement des services sociaux, notamment dans les secteurs de la santé, transports, entrepreneurial et de l'agriculture. Dans un pays où une grande partie de la population dépend de ressources limitées, les conséquences de ces pénuries dépassent les seules difficultés matérielles. Elles alimentent le sentiment d'abandon, aggravent les inégalités et risquent d'éroder davantage la confiance envers les institutions publiques.

06. Les distorsions du marché des changes.

La coexistence d'un taux de change officiel et d'un taux pratiqué sur le marché parallèle a également été abordée. L'écart entre le taux de change officiel et celui du marché "noir" contribue aux difficultés d'approvisionnement et favorise l'enrichissement illicite de certains responsables. Cette situation soulève des questions de transparence, d'équité économique et de gouvernance. Lorsque l'accès aux devises devient difficile et que les mécanismes d'allocation manquent de transparence, les importateurs et les opérateurs économiques peuvent rencontrer des obstacles supplémentaires pour approvisionner le marché. Les effets se répercutent alors sur les prix, la disponibilité des produits et le pouvoir d'achat des ménages.

07. La cherté de la vie et le départ des fonctionnaires.

L'inflation et la baisse du pouvoir d'achat fragilisent les ménages, tandis que des fonctionnaires quittent le pays pour rechercher de meilleures conditions de vie et de rémunération à l'étranger notamment vers les pays du Golfe, les pays de la sous-région et d'autres destinations. Cette mobilité, lorsqu'elle est motivée par la nécessité de rechercher ailleurs des moyens de subsistance, soulève des interrogations sur l'attractivité des emplois publics, la rémunération des travailleurs et la capacité du pays à retenir ses compétences.

08. La dégradation de la situation des droits humains.

Les deux organisations expriment leur inquiétude face à ce qu'elles considèrent comme une aggravation des violations au Burundi, particulièrement au cours des derniers jours. Elles estiment que cette augmentation ne saurait être expliquée uniquement par la proximité d'une échéance électorale. Elles attirent notamment l'attention sur les enlèvements et les assassinats ciblés de personnes soupçonnées de collaborer avec des groupes armés. Elles appellent à la prévention des violations, à la conduite d'enquêtes indépendantes et impartiales et à la poursuite des auteurs présumés lorsque les faits sont suffisamment établis. Elles insistent également sur la nécessité de protéger les victimes, les témoins et les personnes qui documentent les violations.

Prévenir une nouvelle escalade : une responsabilité collective

Pour la Ligue Iteka et King Umurundi Freedom, ces huit facteurs sont susceptibles de se renforcer mutuellement, d'exacerber les frustrations et de fragiliser davantage la paix au Burundi et dans la région. Elles alertent sur le risque d'une escalade pouvant raviver les tensions armées si des mesures appropriées ne sont pas prises à temps. La campagne « **Turwanye Amacakubiri n'Ubusuma** » entend ainsi promouvoir la lutte contre les divisions politico-ethniques, les vols et les malversations des fonds publics, tout en encourageant une gouvernance responsable, la transparence, la justice et le respect des droits humains.

Diviser les citoyens, fragilise la nation et détourner les ressources publiques compromettent le bien commun. Pour les deux organisations, prévenir les conflits exige de combattre ces deux fléaux « **Amacakubiri n'Ubusuma** » à la racine, de restaurer la confiance entre les citoyens et leurs institutions et de mobiliser les autorités, la société civile, les partenaires internationaux et la population autour d'un objectif commun : **préserver la paix et éviter que les fractures actuelles ne dégénèrent en une nouvelle tragédie.**

Bruxelles, le 10 octobre 2026

Pour la Ligue ITEKA

Anschaire NIKOYAGIZE

Président

Pour King Umurundi Freedom

Vianney NIZIGIYIMANA

Président